

Sophia CHIKIROU
Députée de Paris

Question écrite au Gouvernement

Mme Sophia Chikirou alerte Mme la Première ministre sur l'absence de moyens alloués à la commission mixte d'historiens désignés pour relever le défi du dialogue mémoriel franco-algérien. Madame La Députée attire par ailleurs l'attention de Madame La Première Ministre sur l'envergure symbolique, historique et stratégique de la mission confiée à cette commission.

En janvier dernier, plusieurs mois après la désignation de leurs collègues algériens, 5 historiens français étaient nommés pour travailler au sein d'une commission mixte paritaire franco-algérienne sur les archives de la colonisation et de la guerre d'indépendance. Benjamin Stora, historien français, professeur des universités et inspecteur général de l'Éducation Nationale, co-préside cet organe aux côtés de son homologue algérien, Mohamed Lahcen Zehgidi, ancien directeur du Musée national du moudjahid.

Parmi les historiens français nommés, on compte des experts de haut rang sur la question franco-algérienne: Tramor Quemeneur, auteur de diverses oeuvres sur la guerre d'Algérie, Jacques Frémeaux, spécialiste de la conquête française de l'Algérie, Florence Hudowicz, conservatrice en chef du patrimoine et du Mucem de Marseille, et Jean-Jacques Jordi, historien spécialiste des rapatriés Européens d'Algérie. Le mandat confié à cette commission est hautement stratégique dans la relation bilatérale entre les deux pays, puisqu'il est officiellement formulé dans l'un des chapitres de la «déclaration pour un partenariat renouvelé entre la France et l'Algérie» établie en 2022.

Ce «travail scientifique» doit aborder toutes les questions dans «le respect de toutes les mémoires», et notamment celles qui nourrissent des débats passionnés des deux côtés de la Méditerranée depuis des décennies comme les essais nucléaires, les disparus et «l'ouverture et la restitution des archives, des biens et des restes mortuaires des résistants algériens». La Commission a tenu sa réunion inaugurale le mercredi 19 avril 2023 à l'Institut du Monde Arabe à Paris. Le groupe doit désormais se pencher sur une étude d'ampleur sur les origines de la colonisation française en Algérie depuis 1830, les sujets liés à la séquence de la guerre et de la décolonisation, et dresser un inventaire des archives traitant de cette période. Pourtant, aucun moyen financier ou humain n'a à ce jour été alloué aux historiens pour mener à bien ce travail.

Compte tenu de l'importance de cette mission dans la relation bilatérale avec l'Algérie, Madame la Députée s'étonne que l'ensemble des ces intellectuels français travaille aujourd'hui bénévolement au sein de la commission. En particulier, Mr Benjamin Stora, à qui M. le Président de la République avait déjà commandé un rapport sur la mémoire de la colonisation et la guerre d'Algérie en juillet 2020, est investi de cette tâche depuis maintenant 3 ans, à ses propres frais. Les recommandations émises par ce rapport intitulé «France-Algérie, les passions douloureuses», publié peu avant le déplacement du Président de la République à Alger en août 2022, ont pourtant été pour partie reprises par le gouvernement. Madame la Députée interroge ainsi le gouvernement en la personne de Madame La Première Ministre sur le montant du budget alloué à la commission mixte d'historiens chargés de l'enquête mémorielle franco-algérienne ainsi que sur le Ministère de tutelle auquel elle est rattachée. Madame Sophia Chikirou interpelle Madame La Première Ministre sur l'urgente et impérieuse nécessité de donner aux historiens de réels moyens de réaliser leur enquête et leurs recherches alors même que l'ambition fixée par M. le Président de la République lui-même était de voir la commission rendre ses premiers travaux en août 2023, c'est-à-dire cet été.